

LE TEMPS

Sud-Soudan Vendredi 8 juillet 2011

Pays d'espoir et de défis colossaux

Par Angélique Mounier-Kuhn

Après des décennies de guerre entre le Nord et le Sud, la naissance du 54e Etat du continent africain est proclamée ce samedi. Un trentaine de chefs d'Etat africains et de représentants du monde entier assisteront aux festivités à Juba. Indépendant, le Sud-Soudan est dorénavant confronté à ses propres démons et notamment ses divisions internes qui ont fait, selon l'ONU 2360 morts depuis le début de l'année

L'atlas qui s'empoussière dans votre bibliothèque est définitivement dépassé. Ce samedi 9 juillet, en traçant en son cœur une frontière neuve de 2000 km, l'Afrique redessine sa carte pour accueillir un nouveau pays, le Sud-Soudan, le 54e Etat du continent et le premier à y voir le jour depuis l'indépendance de l'Erythrée en 1993. Un, ou plus exactement deux nouveaux pays. Car amputé d'un quart de sa surface, d'un cinquième de sa population et probablement d'au moins un tiers de ses ressources budgétaires, le Soudan (nord) de demain n'aura plus rien à voir avec celui d'hier.

La scission irréversible des deux siamois ennemis, qui n'ont cessé de se défier depuis l'émancipation du Soudan de la tutelle anglo-égyptienne en 1956, constitue «un événement historique, et pour une fois, le mot est tout à fait approprié», a souligné lundi David Lanz, doctorant et expert du Soudan auprès de Swisspeace, lors d'un colloque consacré par l'institut de recherche bernois à la division du Soudan.

Cette dernière est l'instant culminant de l'accord global de paix (CPA pour Comprehensive Peace Agreement) entre le Nord et le Sud, signé en 2005 au Kenya sous l'égide de la communauté internationale, pour mettre un terme à une seconde et interminable guerre civile, qui, de 1983 à 2005, décima 2 millions de personnes et en jeta 4 millions d'autres sur les routes. Le référendum d'autodétermination du Sud, point fort de la feuille de route déroulée par le CPA, s'est tenu en janvier 2011. Sans surprise, la consultation des électeurs sud-soudanais s'est soldée par une approbation massive (98,83%) de l'autonomie, inaugurant la période intérimaire de six mois que soldera demain la proclamation officielle de l'indépendance. Une trentaine de chefs d'Etat africains, dont le nordiste Omar al-Bachir, et des représentants du monde entier sont annoncés aux célébrations à Juba, la capitale du nouvel Etat.

Si l'heure est à l'exultation au Sud-Soudan, «l'indépendance n'est pas la fin du processus. Elle marque tout juste son début», a mis en garde Gerry Matone, de l'International Rescue Committee, une ONG américaine, lors d'une conférence téléphonique organisée la semaine passée par l'ONG Crisis Actions. «Une nation ne naît pas, elle se construit», corrobore Jok Madut Jok, professeur d'études africaines aux Etats-Unis et sous-secrétaire aux Affaires culturelles du Sud-Soudan.

De fait, s'il ne veut pas décevoir les immenses espoirs de ses 8,5 millions d'habitants, dont les deux tiers n'ont pas 18ans, cet Etat grand comme la France, devra faire la preuve de sa viabilité. De nombreux pays sont certes à son chevet, comme les Etats-Unis ou la Suisse, qui l'a par exemple conseillé dans l'établissement de sa future banque centrale. Mais les défis à relever sont colossaux. «Issu de la guerre civile, il hérite d'infrastructures médiocres, d'un climat politique volatil, d'institutions faibles, et des tensions ethniques telles qu'il lui faudra probablement du temps pour

ressembler à autre chose qu'un Etat artificiel», détaille Jok Madut Jok. Jusque-là, la rancœur envers le Nord, ce grand frère méprisant et hargneux, était un ferment d'unité politique.

Indépendant, le Sud-Soudan n'est plus confronté qu'à ses propres démons, ses divisions internes, dont l'ONU estime qu'elles ont causé 2360 morts depuis le début de l'année. Tel qu'il est aujourd'hui porté sur les fonts baptismaux, le Sud-Soudan est un pays comptant dix Etats, dont sept sont tiraillés par des rébellions armées, et une mosaïque d'une soixantaine d'ethnies, divisées en une myriade de sous-groupes, pour certains à couteaux tirés. Un pays à 80% analphabète, qui a tout à apprendre de la mise en valeur de ses ressources, s'il veut un jour s'extirper de son immense pauvreté. Elles sont loin d'être négligeables. «En sus du pétrole et de l'agriculture, qui offre de vastes opportunités, les options sont nombreuses: minerais de fer, cuivre, zinc, coton ou canne à sucre», énumère Gerry Martone.

Un pays, enfin, qui n'a encore pas définitivement réglé ses comptes avec le Nord sur des questions aussi cruciales que le tracé définitif de leur frontière commune, le partage de la dette publique soudanaise (36 milliards de dollars), les droits que chacun concédera aux ressortissants de son voisin ou la clé de répartition des recettes du pétrole, extrait à 75% dans le Sud, mais dont l'exportation est assurée par l'oléoduc qui traverse le Nord jusqu'à la mer Rouge. Lundi dernier, les présidents des deux Etats, Omar al-Bachir et Salva Kiir se sont engagés à Addis-Abeba à «poursuivre les négociations» parrainées par leurs pairs africains après l'indépendance. «Fixez une date claire, pas au-delà de la fin juillet», leur a en substance recommandé Washington.

De son côté, il faudra du temps au Nord pour encaisser les secousses politiques et économiques engendrées par la sécession du Sud. A l'avant-scène, Omar al-Bachir, à qui Washington fait miroiter une normalisation des relations diplomatique, se montre bon perdant. Il a récemment souhaité la «stabilité» à son voisin. Mais l'offensive militaire récente dans l'Etat nordiste du Sud-Kordofan, pour y terrasser une rébellion supposée pro-sudiste, ou la reprise ces derniers mois des affrontements au Darfour, au mépris des condamnations internationales, laisse supposer que les tensions sont violentes au sommet du régime à Khartoum. Et qu'en coulisse, les «durs» ont peut-être pris l'ascendant sur les réformateurs.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA